

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 384 du 28.08 au 10.09

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Une pétition d'une million de signatures contre le siège imposé à Gaza

Les factions palestiniennes refusent de voir des forces arabes sur le sol de Gaza, pourquoi ?

Nazzal renouvelle le refus du Hamas du déploiement de forces arabes à Gaza

Paroles & actions des bientôt président cette semaine ...

Le lapsus d'Obama : "ma foi musulmane"

5 Médias et **Manipulation de l'opinion** / Vidéos

5-1 la décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

5-2 Vidéo : les pêcheurs de Gaza.

5-3 Vidéo : manifestations non-violentes contre les murs d'Apartheid.

5-4 Vidéo: « Ne les tuez pas, cassez leur le bras »

5-5 Vidéo : Théâtre de la liberté

6 Les brèves

6-1 Qurei: Nous ne renoncerons jamais à Jérusalem comme capitale du futur Etat palestinien.

6-2 Les Palestiniens refusent toute cession de leur droit au retour.

6-3 Khaled Mechaal la ville d'Al-Qods est un droit pour les Palestiniens, les Arabes et les Musulmans.

6-4 Tentatives de création d'une entreprise maritime qui contrôle les tournées entre Gaza et Chypre.

7 Dossier

7-1 Point de vue de Al-oufok : Gaza connaît la plus grave crise humanitaire de son histoire.

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

8-1 Madame Al-Hashelmon, de la tragédie de la captivité à celle de la déportation.

8-2 Recrudescence des attaques des colons contre les Palestiniens.

8-3 « Est-il permis de critiquer Israël ? ».

9 Analyse - Géopolitique et stratégie

9-1 Bruce Wilson : Dans l'église de Sarah Palin: « Le terrorisme anti-israélien est une punition de Dieu.

Tiré a part

Une pétition d'une million de signatures contre le siège imposé à Gaza

La campagne internationale contre le siège imposé à Gaza a déclaré, dimanche qu'elle allait soumettre une pétition d'une million de signatures au secrétaire général de l'ONU M Ban Ki-moon, réclament la levée du siège.

Dr Iyad As-Sarraj, membre de la campagne a souligné que le but de cette pétition c'est de faire pression sur la communauté internationale pour agir et mettre un terme à la politique de punition collective infligée aux Gazaouis, par Israël.

La pétition explique à l'ONU les 'conséquences négatives entraînées par le blocus inhumain dans la Bande de Gaza, où les taux du chômage et de la pauvreté ont augmenté remarquablement. A cela s'ajoute la détérioration de services offerts par les structures de la santé en raison du manque des soins appropriés.'

Les signataires demandent à l'ONU d'assumer ses responsabilités légales et morales envers 1.5 million Palestiniens assiégés à Gaza.

7/9/

WAFA-

Les factions palestiniennes refusent de voir des forces arabes sur le sol de Gaza, pourquoi ?

Les factions palestiniennes ont refusé l'idée d'envoyer des forces arabes dans la bande de Gaza.

On veut envoyer de telles forces, sous prétexte de vouloir mettre fin aux confrontations intérieures et au face à face palestino-israélien.

Calme et gouvernement légal

Par ailleurs, le mouvement de la résistance islamique Hamas a renouvelé son refus total de l'arrivée de toutes forces arabes et étrangères dans la bande de Gaza. Il y a dans la Bande un gouvernement d'unité nationale élu par le peuple palestinien.

Fawzi Barhoum, porte-parole du mouvement, dans des déclarations données dimanche 31 août, dit : « Nous refusons l'arrivée de toutes forces arabes ou étrangères, sous aucun prétexte. Il y a un gouvernement d'unité nationale élu. Il y a un système de sécurité qui applique la loi de façon sans faille. Depuis que les gouvernements palestiniens existent, c'est la première fois que la loi est appliquée et que les criminels sont suivis de cette manière ».

Ces appareils sécuritaires de Gaza sont légitimes et professionnels. Ils travaillent pour servir les Palestiniens.

Ils ont fait cesser la corruption, l'anarchie et toute sorte de violence. Ce sont les appareils précédents qui en étaient responsables. « Pour tout cela, nous n'acceptons la convocation de forces arabes et étrangères de quel que pays que ce soit, et sous aucun prétexte », a-t-il dit.

« Si les Arabes veulent venir aider le peuple palestinien, qu'ils envoient des forces pour combattre avec les moudjahidin. Pour libérer la sainte mosquée d'Al-Aqsa. Pour protéger la ville occupée d'Al-Quds (Jérusalem) et tous les territoires palestiniens. Parler des forces arabes de sécurité qui gouverneront la bande de Gaza est une affaire rejetée. La bande de Gaza est déjà gouvernée par une légitimité palestinienne et par un gouvernement d'union nationale élus par le peuple palestinien », a-t-il ajouté.

Solution ou crise ?

Pour sa part, le mouvement du Jihad Islamique croit que de telles forces seront en fin de compte une partie de la crise intérieure. Il voit qu'il faut, au lieu d'une telle force, travailler pour une attente, un dialogue, pour mettre fin à la crise et à la division intérieures.

Khaled Al-Battach, leader dans le mouvement du Jihad Islamique, insiste à dire que l'envoi de forces arabes ne servira en aucun cas le peuple palestinien. Le Jihad n'acceptera l'arrivée de quelconques forces, sauf si elles viennent pour soutenir la résistance palestinienne et pour chasser l'occupation. Mais si elles viennent pour freiner la résistance et assurer la sécurité d'"Israël", elles ne seront pas du tout les bienvenues, dit le mouvement.

Des leur côté, les brigades Alwiat An-Nasser Salah Al-Dine, la branche militaire des Comités Populaires, s'étonnent de parler d'une telle idée alors que la bande de Gaza vit un état de calme et de stabilité. Il n'y a donc aucune raison que des forces arabes soient envoyées dans la bande de Gaza, dit Abou Abir, un leader de ces brigades.

Abou Abir refuse ces forces ; il salue cependant leur arrivée pour libérer la Palestine, toute la Palestine, et pour faire face aux attaques sionistes pratiquées contre le peuple palestinien.

Gaza 7/9 – CPI

Nazzal renouvelle le refus du Hamas du déploiement de forces arabes à Gaza

Le membre du bureau politique du Hamas Mohammed Nazzal a renouvelé le refus de son mouvement du déploiement de forces arabes dans la bande de Gaza.

Dans une déclaration spéciale au Centre Palestinien d'Information, Nazzal a dit, aujourd'hui lundi 8/9 : "Nous ne croyons pas que la bande de Gaza ait besoin de forces arabes, mais d'un rôle arabe sérieux pour soutenir le peuple palestinien et réaliser l'entente nationale".

En commentaire aux déclarations d'Abdel Rahim Mallouh, qui a dit au journal d'Al-Hayat que la solution est d'organiser des élections législatives en parallèle avec les élections présidentielles, Nazzal a dit que la position de Mallouh appuie la vision du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et du mouvement du Fatah.

CPI 7/9

Paroles & actions des bientôt président cette semaine ...

Le lapsus d'Obama : "ma foi musulmane"

US Buzz. C'est la rumeur qui gonfle sur le net depuis 48 heures : Barack Obama aurait révélé être musulman. *Décryptage d'un lapsus* surtout révélateur de l'islamophobie galopante aux Etats-Unis.

Jusqu'alors, il était légèrement en tête dans les sondages : Barack Obama risque pourtant de payer très cher la gaffe commise lors de sa dernière interview.

Dimanche soir, sur ABC, chaîne à forte audience, le candidat démocrate à la présidentielle américaine est interrogé par George Stephanopoulos sur les allégations relatives à son identité religieuse. Il cacherait sa foi islamique selon ses détracteurs.

A la question de savoir si McCain a tenté lui-même de le faire passer pour un musulman, Obama répond ceci :

- "Ne tournons pas autour du pot. Ce que je suggérais - vous avez absolument raison au sujet de McCain qui n'a pas parlé de ma foi musulmane. Et vous avez absolument raison sur le fait que cela n'est pas venu..."

- "Foi chrétienne", corrige le journaliste en interrompant Obama.

"Ma foi chrétienne. Hé bien... ce que je dis, c'est qu'il n'a pas suggéré que j'étais musulman."

Malgré un discret sourire pour souligner sa bévue, on devine le malaise d'Obama.

Le fait d'avoir eu un père musulman et de porter deux prénoms (Barack et Hussein) issus de la tradition arabo-islamique ont longtemps porté préjudice au sénateur de l'Illinois.

Mais au-delà d'un lapsus peut-être révélateur chez l'homme d'une *ambiguïté* sur son propre héritage culturel, il est curieux de constater à quel point le sujet fait débat en quelques heures aux Etats-Unis.

Au point qu'Obama doit presque *rassurer* l'électeur sur le fait qu'il n'a pas de pratique de l'islam, comme s'il s'agissait d'une tare ou d'un danger pour l'Américain moyen.

Visiblement, si la question d'un homme noir ou d'une femme à la Maison-Blanche est encore posée, il est certain qu'il ou elle ne pourrait guère se revendiquer de l'islam, comme Bush de sa foi évangélique. Dans un pays qui se targue pourtant de défendre dans le monde entier la liberté de culte, comme le président américain le fit récemment en Chine, la forte réticence à porter un musulman à la présidence semble paradoxale.

Au-delà de son cas personnel, le lapsus d'Obama souligne la peur que suscite encore l'islam aux Etats-Unis. Le mythe selon lequel quiconque, d'où qu'il vienne, puisse accéder, à force de travail et de patriotisme, au sommet du pouvoir américain vient de prendre un coup. http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=44234

28-08 au 10-09: Peuple Palestinien : 4 tués - 7

blessés

Occupants : 0 tué - 0 blessé

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Bande de Gaza - Au jour le jour

29-08

Les militaires ont arrêté jeudi trois Palestiniens en Cisjordanie sous prétexte qu'ils collaboraient avec le Mouvement du Jihad islamique de la Palestine.

Ces arrestations interviennent moins d'une semaine après qu'Israël a relâché dans un geste propagandiste 199 des 12.000 prisonniers palestiniens.

Depuis la trêve conclue entre le régime sioniste et le Hamas, les arrestations de palestiniens se sont multipliées.

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=12853&ac=0&Itemid=9

1/9

Les Forces Navales Israéliennes (FNI) ont blessé, lundi, deux pêcheurs dans le Nord de de Gaza.

Des témoins ont informé Wafa que les pêcheurs Hussam As-Sultant et Mohammed As-Sultan avaient été blessés par tirs israéliens lorsqu'ils travaillaient près de la plage de la ville de Beit Lahiya, dans le nord de la Bande de Gaza.

Israël continue de rompre la trêve entrée en vigueur le 19 juin dernier dans la Bande de Gaza.

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4483>

03-09

Trois patients sont décédés hier soir à l'hôpital Ashifa dans la Bande de Gaza, assiégée par Israël depuis juin 2007, en raison d'un manque de soins.

Hussein Abu Jazar, Shareef Mansour, et Shareef Abu Sheireh souffraient du cancer et auraient dû recevoir un traitement d'urgence à l'étranger, selon une source médicale.

Plusieurs dizaines de patients de la bande de Gaza ne peuvent se faire soigner et risquent leur vie s'ils ne sont pas opérés urgemment, car les frontières avec Israël et l'Egypte sont toujours fermées, dénoncent plusieurs organisations humanitaires internationales.

Les structures médicales de Gaza sont à cours de moyens et ne peuvent donc pas effectuer de diagnostics, notamment par imagerie par résonance magnétique (IRM) ou radiothérapie, traiter les cancers ou faire d'importantes interventions cardiaques, surtout chez les enfants.

242 patients ont déjà trouvé la mort à Gaza faute de manque de soins et de médicaments appropriés

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4489>

04-09

Les forces du Hamas dans la bande de Gaza ont interpellé Abou Hafss, un des hauts responsables du mouvement Jaich al Oummah, qui s'affirme proche de l'idéologie d'Al Qaïda sans être affilié au réseau islamiste, apprend-on auprès d'un proche.

Abou Hafss a été convoqué mercredi à un interrogatoire par le service de sécurité interne du Hamas, deux jours après l'organisation par son groupe d'une séance d'entraînement armé dans le territoire palestinien. Il n'est pas réapparu depuis. "Ils l'ont emprisonné", a déclaré cet assistant, qui a demandé à garder l'anonymat. Lors de l'entraînement, Abou Hafss a promis de combattre Israël et les "infidèles" et reproché au Hamas de ne pas appliquer la loi islamique dans la bande de Gaza, que le Mouvement de la résistance islamique contrôle depuis juin 2007.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4945

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

28-08

Les troupes armées de l'occupation ont enlevé, aujourd'hui avant midi, un activiste des brigades d'Al Aqsa, en violant leurs promesses de lâcher les partisans du Fatah qui renoncent à la résistance et remettent leurs armes.

Des témoins oculaires ont dit qu'une troupe armée de l'occupation a envahi la route de Fayçal, au centre de la ville de Naplouse, où deux voitures civiles ont exécuté un assaut contre le lieu du travail de l'activiste dans les

brigades d'Al Aqsa, Adham Lobadeh qui a été enlevé et emmené vers une direction inconnue.

CPI

31-08

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont réprimé, dimanche, une manifestation pacifique contre le Mur de l'Apartheid dans le village de Nallin près de Ramallah.

Les FOI se sont déployées aux entrées du village. Elles ont assiégé les manifestants et ont ouvert le feu blessant quatre personnes dont trois enfants. Elles ont également utilisé des gaz lacrymogènes et des grenades éblouissantes pour disperser la marche.

Le comité populaire contre le Mur de l'Apartheid à Nallin a décidé d'organiser des manifestations hebdomadaires contre le Mur, qui empiète sur les terres du village.

31/8

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4481>

31-08

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont arrêté, dimanche, quatre personnes de Djénine en Cisjordanie. Une force israélienne a attaqué la ville de Djénine ce matin et a lancé des perquisitions arrêtant Wahid Nawasra, Jihad Ibrahim, Naif Hardan, et Subhi Ardah, selon des témoins.

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4480>

01-09

À environ 3 heures ce matin, les Forces d'Occupation Israélienne ont tiré à bout portant 4 balles de caoutchouc sur Ayed Awad Srur un habitant de Nilin, âgé de 40 ans, alors que les soldats envahissaient sa maison. Il a été hospitalisé dans un état grave à l'hôpital de Ramallah.

Il a reçu une balle dans l'œil, une autre dans la tête causant une grave hémorragie interne et deux autres balles dans la poitrine.

Les soldats ont ensuite procédé à l'arrestation d'Akil Srur qui est actuellement en garde à vue dans un centre de détention israélien.

Ayed a été immédiatement emmené à l'hôpital de Ramallah où il est toujours dans un état critique.

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/temoignages/Un-habitant-de-Nilin-dans-un-etat-critique-apres-avoir-recu-plusieurs-balles-de-caoutchouc-dans-la-tete>

07-09

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont arrêté, dimanche, treize personnes en Cisjordanie.

Des troupes israéliennes ont pris d'assaut la ville de Naplouse et ont effectué des vastes perquisitions, procédant à l'arrestation de onze jeunes hommes, selon une source de sécurité.

Deux autres ont été capturés par une force israélienne dans le village d'Anatta près de la ville de Ramallah a-t-on appris par témoins.

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4491>

07-09

Les services de la sécurité qui appartiennent au président de l'autorité, Mahmoud Abbas ont arrêté, hier dimanche 7/9, quatre partisans du mouvement Hamas dans plusieurs régions en Cisjordanie.

Les forces de la sécurité d'Abbas ont arrêté un captif libéré dans la ville de Bethléem

10-09

Le gouverneur de Naplouse, Djamal al Mouheisen, a dit qu'un accrochage avait opposé les soldats israéliens à un groupe armé de pierres dans la ville à la suite d'une arrestation d'un membre des Brigades des martyrs d'Al Aksa,. Walid Ifreitekh, 25 ans, a été tué par les militaires.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4963

La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.570
Palestiniens blessés	: 52.888
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 201 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués

: 1.151
(369 militaires/policiers)

Israéliens blessés

: 6.490
(473 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

Rapport: 2 palestiniens tués et 300 autres arrêtés par l'armée israélienne en août dernier

Le Mouvement de Solidarité Internationale a déclaré que l'armée israélienne avait tué deux palestiniens et avait arrêté trois cents autres en août dernier.

Dans son rapport mensuel, le mouvement indique que 'les Forces d'Occupation israéliennes (FOI) avaient tué Ahmed Amira par balle à la tête alors qu' il participait à une manifestation contre le Mur de l'Apartheid dans le village de Nallin, près de Ramallah.

A Djénine, le jeune homme Mahmoud Sawarka a trouvé la mort suite à l'explosion d'un explosif enterré par les FOI dans la ville.

Selon le rapport, l'armée israélienne a procédé à l'arrestation de 300 personnes en Cisjordanie, dont quarante enfants et deux femmes. Il a rappelé que les soldats israéliens avaient arrêté un pacifiste israélien, venant de Chypre sur les bateaux d'anti-blocus à Gaza, au point de passage d'Erez.

Le Mouvement de Solidarité Internationale a fortement condamné les crimes commis par Israël dans les territoires palestiniens occupés, tout en appelant la communauté internationale à intervenir pour sauver le peuple palestinien.

2/9/

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4484>

Bilan des assassinats dits « extra-judiciaires »

Le Centre Palestinien des Droits Humains (PCHR) vient de publier le dernier bilan des assassinats dits « extra-judiciaires » effectués par les services spéciaux israéliens contre des Palestiniens en dehors de tout combat : De septembre 2000 au 30 juin 2008, 348 opérations ont été engagées par l'armée dite « de défense » d'Israël, causant 754 morts (20% du total des Palestiniens tués) dont 233 personnes non ciblées, et parmi elles 71 enfants et 20 femmes.

Alors que les opérations « ordinaires » de l'armée contre des personnes non armées donnent rarement lieu à des poursuites, les assassinats extra-judiciaires s'en distinguent : ils ne donnent JAMAIS lieu à des enquêtes, sans parler de poursuites.

Le rapport complet est disponible en anglais (<http://www.pchrgaza.org/files/Reports/English/killing9.htm>)

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

03-09

Le président Abbas s'est entretenu, mercredi, avec son homologue islandais Ólafur Ragnar Grímsson en QG de Ramallah en Cisjordanie.

Le président a discuté avec son hôte de l'avancée du processus de négociations israélo-palestiniennes. A ce stade, M. Abbas a affirmé que ' nous n'acceptant qu'un accord qui prend en compte toutes les questions du statut final.'

Evoquant le dossier du dialogue national, le président a dit que l'Egypte avait invité les factions palestiniennes et a tenu des réunions avec certaines délégations d'entre elles.

WAFSA

1-1 Processus de paix.

01-09

Le Président Mahmoud Abbas a lors du sommet à Jérusalem rejeté tout accord intérimaire sur les questions du statut final.

Le chef du département des négociations à l'OLP, Saéab Ereikat a informé que le Président avait affirmé que 'le leadership palestinien s'engage à déployer les efforts pour parvenir à un accord de paix sur toutes les questions du statut final d'ici la fin 2008.'

Erekat a ajouté :le président a expliqué à Olmert que le côté palestinien n'acceptera jamais de faire partie à un règlement intérimaire .

C'est un accord sur tout, ou sur rien. Nous voulons un accord, mais pas à n'importe quel prix.'

Pour sa part, Premier ministre israélien a promis de poursuivre le processus d'Annapolis pour parvenir à la paix avant la fin de 2008.

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4482>

09-09

Le Président de l'Autorité autonome palestinienne, Mahmoud Abbas a rejeté un accord provisoire avec Israël

" Les Palestiniens devront résoudre, d'une manière fondamentale et constante, leurs différends avec les Israéliens, car l'expérience a montré qu'une solution provisoire, posera des problèmes" a déclaré, lundi soir, Mahmoud Abbas, dans un entretien avec la BBC. " Tant que la partie israélienne ne coopère pas au sujet des six questions importantes telles que le statut d'Al-Qods, les colonies, les frontières, les réfugiés, l'eau et la sécurité, un accord de paix ne sera pas signé entre les deux parties" a-t-il souligné.

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=13234&Itemid=0

1-2 Les analyses

08-09

Le Hamas a fait porter l'entière responsabilité sur le groupe de Ramallah de l'anarchie qu'il tente de lancer et de la situation désastreuse dans la Bande, après que ce dernier a appelé à une grève générale dans le but de renforcer le blocus arbitraire imposé par l'occupation et ses alliés.

Le Hamas a fortement condamné la politique injuste perpétrée par ce groupe de Ramallah qui continue de priver les Palestiniens de leurs salaires et d'approfondir leur souffrance, qui s'aggrave à cause du blocus sévère et illégal de l'occupation et des pratiques oppressives et sauvages du groupe de Ramallah.

Dans ce contexte, le porte parole du Hamas Fawzi Barhoum a dit, dimanche 7/9, lors d'une déclaration de presse : "Le groupe de Ramallah est totalement inculpé dans la continuation de la souffrance des habitants de Gaza, les privant de leurs salaires, et envoyant des médicaments périmés", a-t-il également souligné.

Gaza - CPI 8/9

1-3 Sur le terrain.

Le gouvernement illégal de Fayyad trompe l'opinion publique

Le Hamas fait porter l'entière responsabilité sur le groupe de Ramallah de l'anarchie qu'il tente de lancer et de la situation désastreuse dans la Bande, après que ce dernier a appelé à une grève générale dans le but de renforcer le blocus arbitraire imposé par l'occupation et ses alliés.

Le Hamas a fortement condamné la politique injuste perpétrée par ce groupe de Ramallah qui continue de priver les Palestiniens de leurs salaires et d'approfondir leur souffrance, qui s'aggrave à cause du blocus sévère et illégal de l'occupation et des pratiques oppressives et sauvages du groupe de Ramallah.

Dans ce contexte, le porte parole du Hamas Fawzi Barhoum a dit, dimanche 7/9, lors d'une déclaration de presse : "Le groupe de Ramallah est totalement inculpé dans la continuation de la souffrance des habitants de Gaza, les privant de leurs salaires, et envoyant des médicaments périmés", a-t-il également souligné.

[Gaza - CPI 8/9](#)

1-4 Les grandes manœuvres.

08-09

Le président du conseil législatif palestinien par intérim, Dr. Ahmed Bahr a annoncé la renonciation des décisions prises durant l'année dernière par le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, parce qu'il ne les propose pas au conseil.

Il a appelé les dirigeants arabes et leurs ministres des affaires étrangères à effectuer la décision de la ligue arabe de briser le blocus sioniste imposé sévèrement contre la bande de Gaza et de la considérer comme une région sinistrée, tout en affirmant l'importance de l'ouverture du passage frontalier de Rafah plus tôt possible.

D'autre part, Bahr a salué tous les efforts arabes, islamiques et internationales qui participent à briser le blocus sioniste imposé contre le peuple palestinien notamment les deux barques de la liberté, tout en condamnant la position du gouvernement sioniste qui a interdit certains solidaires étrangers de quitter la bande de Gaza à travers du passage de Beit Hanoun.

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

1-14 Actualité dans les territoires palestiniens occupés depuis 1948

31/8

Le chef du département de négociations à l'OLP, Ereikat a indiqué que 'le Président demandera à M. Olmert de permettre le retour des déportés de l'Eglise de Nativité à leur familles et domiciles en Cisjordanie et de libérer les enfants, les femmes, et les malades emprisonnés en Israël.

Il demandera également la libération de Marwan Bargothi (Fatah), Ahmed Sa'adat (FPLP), et Aziz Dweik (Hamas).'

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4478>

2 Politique Israélienne

Olmert

"Inculpez cet homme !"

La police israélienne a recommandé dimanche au ministère public d'inculper le Premier ministre Ehud Olmert, mis en cause dans des affaires de corruption et de fraude.

Cette recommandation, prévue par la législation israélienne, n'a pas d'effet immédiat sur le maintien d'Olmert à la tête du gouvernement et ne signifie pas que le procureur général, seul à décider des poursuites, prononcera une mise en examen.

"La police a recommandé aujourd'hui l'inculpation du Premier ministre israélien Ehud Olmert dans deux affaires distinctes", a déclaré Micky Rosenfeld, porte-parole de la police.

Les enquêteurs ont précisé qu'ils disposaient d'éléments tendant à montrer qu'Olmert avait reçu illégalement de l'argent de l'homme d'affaires américain Morris Talansky.

Talansky avait témoigné devant un tribunal israélien au mois de mai, reconnaissant avoir versé à Olmert, sur une période de quinze ans, des enveloppes d'argent liquide d'un montant global de 150.000 dollars.

"L'enquête a montré que Talansky avait versé d'importantes sommes d'argent en liquide et de façon illégale à Olmert pendant des années, au moins à partir de 1997", dit le communiqué de la police.

En échange, l'homme politique aurait favorisé les activités de l'homme d'affaires new-yorkais.

Olmert aurait également perçu des frais de voyage à double titre, alors qu'il occupait les fonctions de maire de Jérusalem et de ministre du Commerce et de l'Industrie.

Ces frais auraient été perçus dans le cadre de voyages à l'étranger effectués en liaison avec des institutions publiques comme le mémorial Yad Vashem. L'excédent d'argent aurait ensuite servi à financer des voyages privés d'Olmert et de sa famille.

Les avocats d'Olmert ont réagi à la recommandation de la police en la déclarant "dénuée de sens".

"Nous allons attendre patiemment la décision du procureur général et, contrairement à la police, nous avons la certitude profonde qu'il est conscient de la responsabilité qui lui incombe", dit un communiqué des avocats.

Olmert, qui nie toute malversation, démissionnera une fois que son parti Kadima aura désigné un nouveau chef de file. Le parti doit procéder à cette désignation le 17 septembre.

La succession d'Olmert est déjà ouverte et deux candidats font figure de favoris. Il s'agit de la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni et du ministre des Transports Shaul Mofaz.

07-09

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4952

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Le gouvernement israélien reporte la discussion de son projet d'évacuation de colons de Cisjordanie

Le gouvernement israélien a décidé dimanche de reporter à la semaine prochaine la discussion d'un projet de loi prévoyant une prime au départ pour les milliers de colons juifs appelés à terme à quitter la Cisjordanie.

En ouverture du conseil des ministres de dimanche, le chef du gouvernement Ehoud Olmert a confirmé que l'Etat hébreu devrait vraisemblablement déloger un grand nombre de colons de Cisjordanie dans le cadre d'un futur traité de paix.

Au vu des négociations de paix en cours avec les Palestiniens, il a estimé qu'il serait "convenable" de penser à des incitations financières pour les colons qui accepteraient volontairement de partir.

M. Olmert a ajouté qu'il fallait tirer les leçons des erreurs commises lors de la dernière évacuation massive de colons, une allusion au chaotique retrait unilatéral de la Bande de Gaza en 2005.

"Je crois qu'il est bon de commencer à penser à ces questions et de voir comment s'y préparer dans les meilleures conditions", a expliqué le Premier ministre.

Ce projet de loi, baptisé "compensation pour évacuation", prévoit le versement par l'Etat d'une somme d'argent pour les colons qui quitteraient des territoires de Cisjordanie susceptibles d'être transférés aux Palestiniens dans un proche avenir.

Selon les architectes de ce texte destiné à réduire au maximum les frictions avec les populations juives de Cisjordanie, la moitié des quelque 70.000 colons concernés par cette évacuation accepteraient de quitter leur habitation contre le versement d'une compensation financière.

Le projet est encore loin d'être mis en oeuvre et M. Olmert n'a même pas prévu de le soumettre au vote de ses ministres. Aucun progrès réel n'est à attendre sur ce dossier avant l'élection au cours du mois du nouveau

leader de Kadima, le parti de M. Olmert. Le Premier ministre a déjà prévu de démissionner après ce scrutin, ce qui devrait plonger Israël dans une nouvelle crise gouvernementale et peut-être mener à des élections anticipées.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4952

2-13 Situation dans les geôles israéliennes -

Al-Zahhar : Les négociations de l'opération d'échange de prisonniers sont gelées.

Le leader du mouvement du Hamas Dr. Mahmoud Al-Zahhar a affirmé que les négociations indirectes pour réaliser l'opération d'échange de prisonniers avec l'entité sioniste sont gelées. Il a souligné que le mouvement n'a pas reçu de lettre qui réduit les conditions de l'opération à travers le médiateur égyptien.

En commentaire aux déclarations du directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, Ahroun Avramovitch, qui a appelé à la réduction des conditions du Hamas pour effectuer l'opération d'échange de prisonniers, Al-Zahhar a dit, dans des déclarations au journal qatari "Al-Arab", que les négociations de l'opération sont gelées, car les autorités de l'occupation ne s'engagent pas aux conditions de l'accalmie. Il a ajouté que les Israéliens représentent le seul problème, à cause de leurs conditions concernant les captifs palestiniens. Dr. Al-Zahhar a précisé que l'occupation n'a pas le droit d'imposer des conditions aux autres, et il a indiqué que les demandes du mouvement du Hamas sont bien déterminées. A propos du rôle égyptien, il a dit que le médiateur égyptien a le désir de mettre fin à ce dossier, mais que les Israéliens ne sont pas prêts à en payer le prix. Il a souligné que son mouvement ne veut pas changer le médiateur égyptien.

Gaza – CPI 4/7

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

Égypte

Le ministre égyptien des Affaires Etrangères se déclare favorable à l'idée d'envoyer une force arabe à Gaza

Ahmed Abu El-Gheit, ministre égyptien des Affaires Etrangères, s'est déclaré favorable à l'idée d'envoyer une force arabe dans la Bande de Gaza pour y instaurer la sécurité.

Interrogé par la revue October, le ministre a indiqué qu' " la présence d'une force arabe sur le terrain pourrait contribuer à éviter des affrontements et à mettre un terme au conflit israélo-palestinien."

Il a ajouté que c'est juste une idée pour calmer la situation dans Gaza, mais la Ligue d'Etats Arabes et l'Egypte doivent jouer un rôle à cette question.

Hier les autorités égyptiennes ont ouvert le point de passage de Rafah à 48 heures permettant plus de 2.000 personnes à se rendre en Egypte et à plus de 1.000 autres palestiniens de regagner la Bande de Gaza.

Wafa 31/8/

2 Les institutions et leurs satellites

Commission Européenne

Luisa Morgantini - Une résolution du Parlement européen demande la libération des parlementaires palestiniens prisonniers, dont Marwan Barghouti, et appelle au respect des droits de l'homme pour les prisonniers.

« La résolution du Parlement européen concernant les prisonniers palestiniens met concrètement en évidence les violations israéliennes du droit international, elle représente également un succès important pour les droits de l'homme et la légalité car elle a été présentée par des membres du Parlement appartenant à différents groupes politiques » a déclaré Luisa Morgantini, vice-présidente du Parlement européen, à propos du texte adopté hier par l'assemblée plénière à Bruxelles appelant Israël à respecter les droits des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes.

« La résolution, signée par les Socialistes, les Libéraux, les Verts/EFA et le groupe GUE/NGL, et approuvée par 416 voix (136 contre et 61 abstentions), est le résultat d'un travail de 46 députés européens - de différents groupes politiques - signataires de la question orale adressée à la Commission et au Conseil de l'Union européenne et qui a ouvert le débat de l'assemblée plénière du 9 juillet dernier » a ajouté Luisa Morgantini depuis Luanda, en Angola, où elle est actuellement en tant que chef observateur de la mission électorale de l'Union européenne.

« Appellant à respecter des traitements humains pour tous les prisonniers - environ 11 000, parmi lesquels approximativement 385 enfants -, le Parlement européen demande à Israël "de garantir le respect des normes minimum concernant les détentions, d'amener tous les détenus devant la justice, de mettre un terme à l'usage des 'ordres de détention administrative' et de mettre en œuvre des mesures adéquates pour les mineurs et les droits de visite des prisonniers", le Parlement insiste également pour une libération significative des détenus et pour la libération immédiate des 48 membres du Conseil législatif palestinien emprisonnés, dont Marwan Barghouti. »

« Le groupe PPE n'est pas signataire de la résolution mais beaucoup de ses membres ont voté en faveur du texte, en cohérence avec les valeurs européennes et le respect des droits de l'homme. »

« J'espère vraiment que le processus de paix ira toujours de l'avant conformément à la légalité et au respect des droits de l'homme. »

[Luisa Morgantini](#),

députée européenne - groupe GUE/NGL,
vice-présidente du Parlement européen

5 septembre

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5032

5 Médias/Vidéos

5-1 la décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismaïl Haniyeh a affirmé son refus du projet de décision du congrès américain qui considère que plusieurs chaînes arabes dont Al-Aqsa comme étant des organisations terroristes.

Il a considéré que cette décision exprime la vanité de la direction américaine et ses tentatives de renforcer le blocus contre le peuple palestinien.

Lors de sa visite de solidarité au siège de la chaîne d'Al-Aqsa dans la ville de Gaza, Haniyeh a dit que cette décision américaine n'est pas importante, mais qu'elle représente une confirmation de l'échec du blocus, parce qu'elle essaye d'encercler la parole après avoir échoué son blocus contre la position.

Il a affirmé son refus de cette décision injuste conte la chaîne d'Al-Aqsa et d'autres chaînes arabes respectées, et il a salué le rôle de la chaîne dans son soutien donné au peuple palestinien et pour sa défense de ses droits légaux.

Haniyeh a précisé, au sujet de la décision américaine : "J'ai vu et entendu que cette décision ne peut pas casser la volonté des fonctionnaires de cette chaîne".

Mercredi 16 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Haniyeh-visite-la-chaine-d-Al-Aqsa-et-affirme-que-la-decision-americaine-est-une-vanite_a21850.html

5-2 Vidéo : les pêcheurs de Gaza.

Des images comme on n'avait pas encore vu : on sait que depuis de nombreuses années, la marine israélienne participe à la destruction de l'économie palestinienne en empêchant les pêcheurs de Gaza de déployer leurs filets dans les eaux territoriales palestiniennes (fixées à 20 miles, ce qui est 10 fois moins que les Etats souverains, mais ces dernières années les pêcheurs Palestiniens ne pouvaient pas aller au delà de 5 miles). Grace au militants de Free Gaza, on peut enfin voir quelques méthodes employées. Pas de bateau détruit ni de Palestinien tué ou blessé ce jour là, on attendra que les militants soient partis, mais c'est édifiant. A voir et faire connaître :

<http://www.youtube.com/watch?v=aZBwcPcAeFA>

5-3 Vidéo : manifestations non-violentes contre les murs d'Apartheid.

D'autres images qui parlent même si on ne comprend pas le commentaire par ISM en anglais : Face à des manifestations non-violentes contre les murs d'Apartheid, l'armée israélienne fait intentionnellement un usage mutilant ou létal des balles enrobées d' (un peu de) caoutchouc. La vidéo intitulée « Israel nie l'emploi d'une force excessive dans les morts par balles caoutchoutées » explique l'emploi généralisé d'une violence qui cherche les moyens de blesser plutôt que de tuer face à des manifestants désarmés :

<http://www.youtube.com/watch?v=sKuQzdhofeY>

5-4 Vidéo: « Ne les tuez pas, cassez leur le bras » :

Une autre vidéo, qui montre l'armée mutilant des jeunes Palestiniens pendant la première Intifada, à la suite de l'ordre donné par le pacifiste Yitzhak Rabin en janvier 1988 : « Ne les tuez pas, cassez leur le bras » :

5-5 Vidéo : Théâtre de la liberté.

Enfin d'autres images d'un combat optimiste, celui du Théâtre de la liberté de Jénine :

Contact : Jean-Guy Greilsamer, (pdt des Amis du Théâtre de la Liberté de Jénine),

<http://www.youtube.com/user/thefreedomtheatre/>

Association France Palestine Solidarité <http://www.france-palestine.org/>

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Qurei: Nous ne renoncerons jamais à Jérusalem comme capitale du futur Etat palestinien.

02-09

Ahmed Qurei, chef de l'équipe palestinienne aux négociations du statut final, a affirmé, mardi, que 'nous ne renoncerons jamais à Jérusalem comme capitale du futur Etat palestinien.'

Il a ajouté lors d'un entretien avec Tony Blair l'émissaire du Quartette au Proche-Orient à Ramallah que ' nous refusons de signer tout accord intérimaire. Nous voulons un accord sur tout.'

Les deux hommes ont discuté de l'avancée du processus de négociations israélo-palestiniennes et de la possibilité de parvenir à un règlement d'ici la fin de 2008, à la lumière de la poursuite des activités coloniales par Israël et des incursions quotidiennes contre les villes de la Cisjordanie.

Pour sa part, M. Blair a indiqué que l'instauration de paix nécessitait des mesures concrètes comme l'arrêt des activités coloniales et le retrait israélien des territoires palestiniens occupés en 1967. Il a souligné que le Quartette continuerait d'aider tous les partis concernés pour achever le processus de paix

Wafa-

6-2 Les Palestiniens refusent toute cession de leur droit au retour.

Le centre palestinien d'Al-Awda, de Londres, dans un communiqué, a déclaré que « le retour est un droit sacré ». C'est un droit essentiel approuvé par les doctrines du Ciel comme par les lois et les conventions internationales. Les décisions des Nations Unies, la décision 194 en particulier, affirment le droit des Palestiniens à retourner chez eux et à être indemnisés. Personne ne possède le droit d'en faire la concession, en aucun cas. C'est un droit qui ne tombera jamais dans l'oubli. Il ne tombera même pas en installant un Etat palestinien sur une quelconque partie des territoires palestiniens, affirme le Centre.

Le Centre Al-Awda attire l'attention sur le fait que nier ce droit ou l'ignorer, sous les pressions de l'administration américaine, vienne à l'encontre des droits de l'homme les plus élémentaires.

On essaie de faire installer les réfugiés palestiniens partout dans le monde et de les acheter par des compensations pécuniaires. Toutefois, ces tentatives ne remplacent jamais le droit au retour, fit le Centre.

Le peuple palestinien, à l'intérieur comme à l'extérieur, insiste sur leur droit au retour. Les Palestiniens n'accepteront jamais de telles tentatives. Et pour ce qui est de la compensation, elle devra venir compenser les souffrances des réfugiés palestiniens et non acheter leur droit au retour, intouchable.

Le centre d'Al-Awda appelle alors la communauté internationale à appliquer le droit au retour et à donner aux Palestiniens la possibilité de rejoindre leurs terres desquelles les Israéliens les ont chassés par la force. Et pour ce faire, il faut tout simplement appliquer les décisions des Nations Unies dont le numéro 194.

CPI 4/7

6-3 Khaled Mechaal la ville d'Al-Qods est un droit pour les Palestiniens, les Arabes et les Musulmans.

Le chef du bureau politique du Hamas Khaled Mechaal a dit que la Syrie a fortement soutenu la résistance, ainsi que les réfugiés et la question principale d'Al-Qods occupée.

"Al-Qods est l'issue de la terre vers le ciel, et il est tout à fait inacceptable de négocier la ville sainte d'Al-Qods avec l'occupation", a protesté Khaled Mechaal.

Al-Qods représente l'histoire, la géographie et le patrimoine religieux, et aucune région ne pourrait égaler la ville sainte d'Al-Qods, a-t-il souligné.

Mechaal s'est adressé au groupe négociateur de l'autorité palestinienne, lui disant : "Il faut cesser ces négociations inutiles, car aucun dirigeant palestinien ou arabe ne pourrait jamais renoncer à la ville sainte d'Al-Qods ou trouver des prétextes pour signer un accord de ce genre".

Le chef du bureau politique du Hamas a attiré l'attention sur les vrais dangers qui menacent la sainte mosquée d'Al-Aqsa, comme le judaïsme, la construction du mur de séparation raciste, la colonisation et les tentatives de l'occupation de signer un accord de concession aux profits des Sionistes avec les négociateurs de l'autorité palestinienne, dirigés par le président Mahmoud Abbas.

"Il est totalement étrange de vivre cette défaite, au moment où notre ennemi est complètement perturbé", a-t-il ajouté, en soulignant que le temps est approprié pour remporter la victoire sainte.

CPI

9/9

6-4 Tentatives de création d'une entreprise maritime qui contrôle les tournées entre Gaza et Chypre.

Le chef du comité populaire pour la lutte contre le blocus, Djamel Al-Khoudri, a révélé, mercredi soir, le 3/9, qu'il existe des tentatives sérieuses visant à créer une entreprise maritime non lucrative pour faciliter des tournées entre Gaza et le Chypre.

"Cette initiative courageuse est venue après que les deux bateaux anti-blocus "Free Gaza" et "Liberty" ont réussi à arriver aux côtes de Gaza", a-t-il affirmé. "L'occupation tente d'isoler complètement la bande de Gaza du monde extérieur, mais nous allons défier cela grâce à notre volonté très solide et courageuse, ainsi qu'au soutien de nos amis solidaires internationaux qui vont briser le blocus à travers la continuité de la navigation entre Chypre et Gaza", a déclaré Al-Khoudri.

La campagne européenne de solidarité avec le peuple palestinien dont le siège se trouve à Bruxelles a estimé l'arrivée des deux bateaux anti-blocus à Gaza, qui a réalisé un grand succès pour la volonté libre en imposant une nouvelle équation politique face à l'occupation et à la communauté internationale.

"Les eaux maritimes régionales palestiniennes sont ouvertes devant tous ceux qui profitent de cette opportunité et possèdent la volonté et le courage pour aider les habitants de Gaza encerclés depuis plus de deux ans", a souligné la campagne européenne.

Bruxelles – CPI 4/7

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Point de vue de Al-oufok : Gaza connaît la plus grave crise humanitaire de son histoire.

La situation économique palestinienne se dégrade inexorablement année après année, et la bande de Gaza connaît la plus grande crise humanitaire de son histoire, selon un rapport annuel de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) publié lundi 8 septembre. Certes, la reprise de l'aide internationale en 2007 a permis à l'économie de ne pas sombrer (taux de croissance nul), après une chute de 5 % en 2006. Mais elle se serait rétractée pour la deuxième année consécutive si les restrictions des donateurs n'avaient pas été progressivement levées, relève la Cnuced.

Malgré ce répit, la situation demeure extrêmement précaire et ne cesse de se dégrader en raison, notamment, des restrictions de mouvement imposées par Israël. Le PIB par habitant représente aujourd'hui 60 % de son niveau de 1999, le taux de chômage étant passé de 21 % à 29 % sur la même période. La part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 57 % en 2006, contre 52 % en 2005. "La population ne peut plus respirer, le pays est en état de siège", s'inquiète le responsable de l'assistance aux Palestiniens de la Cnuced, Mahmoud Elkhafif. Un exemple illustre les effets dévastateurs du blocage : l'acheminement d'un conteneur entre Shanghai et un port israélien coûte moins cher qu'entre ce même port et la ville de Ramallah (Cisjordanie), à 120 kilomètres à peine.

La situation dans la bande de Gaza est encore plus dramatique. Exclue de la reprise des flux d'aide étrangère de 2007, la bande de Gaza traverse la crise humanitaire la plus grave qu'elle ait jamais connue. En 2006, 66 % des Gazaouis vivaient dans l'indigence absolue, soit 30 points de plus qu'en Cisjordanie. L'abandon des activités industrielles et la sous-utilisation des capacités à Gaza sont également alarmants. Fin 2007, "95 % de la vie industrielle de Gaza était au point mort" et le nombre de centres de production en activité est passé de 3 500 début 2005 à seulement 150, souligne la Cnuced.

"Les restrictions imposées à la liberté de circulation, auxquelles s'ajoute le renouvellement de la rétention des recettes douanières perçues par Israël au nom de l'Autorité palestinienne, ont aggravé une crise financière persistante", explique l'agence onusienne. Lorsqu'elles ne sont pas bloquées, ces recettes douanières représentent 60 à 70 % des recettes publiques : l'imprévisibilité de cette source de revenus rend donc quasiment impossible toute planification budgétaire.

L'élimination progressive des restrictions imposées par Israël à la liberté de circulation est donc une condition indispensable au succès de la réforme de la politique budgétaire. Mais pour relancer l'économie des territoires palestiniens, la fin du blocage territorial, des restrictions de circulation, le démantèlement du mur israélien et l'augmentation de l'aide internationale ne pourront suffire. "Il est urgent de renforcer les capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne", préconise la Cnuced.

L'organisation onusienne estime ainsi que l'Autorité palestinienne connaîtrait une croissance sensiblement supérieure si elle disposait de moyens plus importants en matière budgétaire, commerciale, dans le domaine

de la politique du travail ou encore d'une monnaie nationale : l'ensemble des mesures proposées permettrait d'accroître le PIB de 24 % par rapport au niveau de référence prévu pour 2015 et déboucherait sur le plein-emploi en 2012. Actuellement, un responsable du ministère des finances de l'Autorité palestinienne "dispose de moins d'instruments politiques qu'un maire au Canada ou en Suisse..., nous ne pouvons lui demander de restaurer l'économie avec de tels instruments", explique M. Elkhafif.

10 septembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4963

8 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

8-1 Madame Al-Hashelmon, de la tragédie de la captivité à celle de la déportation.

Madame Noura Mohammed Chokri Al-Hashelmon, 37 ans, habitante du village Tafouh, est mère de six enfants : Fidaa, Tahreer, Hanine, Mohammed, Djihad et Saraya. L'occupation israélienne avait déjà enlevé leur père, et puis leur mère. Ils vivent alors chez leur grand-mère. Le problème, c'est que l'occupant avait emprisonné leur mère ; et après la fin de sa peine et au lieu de la rendre à ses enfants, il l'a déportée vers la Jordanie.

En fait, Madame Al-Hashelmon avait été emprisonnée le 14 septembre 2006. Elle a été enfermée dans cette fameuse « Détention administrative », une détention qui veut dire ni chef d'accusation, ni jugement. A huit reprises, cette maudite détention a été renouvelée.

Avant elle, c'était son mari Mohammed Al-Hashelmon qui avait été retiré de sa famille, de sa femme et de ses six enfants, le 26 juin 2006. Lui aussi est enfermé sous ce régime illégal de « Détention administrative ». Depuis lors, sa liberté est ôtée dans la prison de Ramoun.

L'arrestation

La nuit du 14 septembre 2006, une importante force de l'armée de l'occupation israélienne a donné l'assaut à la maison familiale, pour la dévaster avant de mettre la main sur madame Al-Hashelmon. Les soldats israéliens ont pris le plaisir de tout saccager : la chambre à coucher, le frigo, etc., dit la captive. Ils ont tiré à l'intérieur de la maison, faisant très peur aux enfants.

Les soldats ont frappé la captive, enlevé son couvre-chef. Ils ont continué ainsi leurs agissements jusqu'à leur voiture, sans faire attention à ses gémissements.

Enquête sans fondement

La captive Madame Al-Hashelmon est alors entrée dans le centre d'investigations d'Al-Maskobiyya. Elle y a passé les pires moments de sa vie. Toutes les pressions ont été pratiquées contre elle. Et la négligence médicale pratiquée à l'envers des captifs palestiniens en général a laissé des séquelles sur ses reins. Elle en souffre toujours.

Après dix jours d'interrogation incessante, les équipes successives du service de renseignements israéliens « Shabak » n'ont pu prouver aucune de ces accusations prétendues contre elle. Le service qui en veut à Al-Hashelmon a alors décidé de l'envoyer à la « Détention administrative » ; et qui dit « Détention administrative » dit « emprisonnement sans fin ».

Résistance

Dès lors, les décisions de renouvellement de cette détention se sont succédées, accompagnées des fausses cours militaires sionistes, seulement pour essayer de donner une prétendue légitimité à ces emprisonnements. Dès lors aussi, la captive Noura a entamé une grève de la faim. La première a duré vingt sept jours.

L'administration pénitentiaire israélienne lui a promis la libération. Et comme cette administration n'a toujours pas honoré sa promesse, Al-Hashelmon a entamé une autre période de grève de la faim, le 15 mars de cette année 2008. Cette grève a duré vingt huit jours.

Et comme notre captive souffre d'une défaillance rénale à cause de cette négligence médicale, la grève de la faim, pour elle, sera un déficit quasi-impossible.

Son mari souffre également de cette négligence médicale : mal de dos, mal de tête, entre autres. Malgré tous ces maux, il a entamé une grève de la faim, en solidarité avec sa femme. Ses camarades de la prison d'Al-Naqab y ont aussi participé.

Déportation

En fin de compte, la cour suprême israélienne a récemment ordonné une déportation vers la Jordanie pour la captive Al-Hashelmon. Les Israéliens n'ont rien trouvé d'autre pour cacher leur échec face à la forte volonté de la captive qui préfère la mort que de rester dans les prisons sans jugement.

Pire, la décision veut également déporter ses six enfants. Son mari reste cependant enfermé dans la prison de Ramoun. Si elle refuse, elle restera dans la prison sans limite de durée !!

8 juin Al-Khalil – CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

8-2 Recrudescence des attaques des colons contre les Palestiniens.

Une recrudescence des violences perpétrées par les colons contre les Palestiniens a été observée ces dernières semaines à Hébron et aux alentours, d'après les habitants de la région et les observateurs internationaux.

« Ces régions sont des points chauds de la violence et pour nous, ce sont des zones prioritaires », a déclaré Matteo Benatti, qui dirige la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la ville. Il faisait allusion à H2, la zone d'Hébron placée sous autorité israélienne, et au sud rural de la région, également placée, en majeure partie, sous l'autorité d'Israël, conformément aux accords signés dans les années 1990 avec les Palestiniens.

« Jour et nuit, nuit et jour, ça ne change rien, les colons nous maltraitent tout le temps », a expliqué Jamal, un réfugié palestinien d'environ 45 ans.

Au vu du passé violent de la ville et des troubles perpétuels qui y règnent, cette colonie, située au beau milieu d'une zone urbaine palestinienne, attire sans surprise les personnalités radicales, certaines venues de France ou des Etats-Unis, qui ont immigré en Israël et semblent attirées par les frictions.

Un grand nombre de colons sont armés et manient leurs fusils ouvertement, en visant les Palestiniens.

« Dedans, dedans », marmonne une mère palestinienne du quartier de Wadi Hussein, en poussant ses petites filles à l'intérieur de son domicile.

Quelques instants plus tôt, des jeunes armés de la colonie de Kiryat Arba avaient lancé des pierres et des cailloux sur les enfants qui jouaient dehors, juste après la tombée de la nuit. Du haut de la colline, point stratégique, il est plus facile pour les colons de jeter des pierres sur les Palestiniens, en bas, dans la vallée. Sliman, un jeune père de 32 ans, s'est précipité devant les enfants pour affronter les colons, son torse s'éclairant subitement de petites lumières rouges, tandis que les viseurs laser des fusils convergeaient sur lui. Encore quelques jets de pierre, quelques insultes, et les colons sont repartis.

Dégâts immobiliers

Presque tous les foyers palestiniens visités par IRIN à Wadi Hussein avaient subi des dégâts récents : des réservoirs d'eau ont notamment été détruits et d'innombrables fenêtres ont été brisées.

« Je n'ai plus d'eau chaude », a expliqué Sliman, un réfugié inscrit sur les registres de l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens. « Ils ont jeté des pierres et détruit à deux reprises mon chauffe-eau solaire et je n'ai pas les moyens de le faire réparer de nouveau ».

Le fioul domestique est très cher, a-t-il indiqué, et, en raison des restrictions de circulation imposées par Israël, il ne peut pas se rendre à Wadi Hussein en voiture ; tout doit donc être porté, et les bouteilles de gaz sont lourdes.

« Pour mes moutons, j'ai besoin de 400 kilos de fourrage chaque semaine. Chaque sac pèse 50 kilos et je les amène un par un, en les portant sur le dos », a-t-il expliqué.

De même, les Palestiniens des régions rurales disent avoir des difficultés à se rendre sur leurs terres en raison des violences.

Selon les habitants, Israël n'assure pas leur protection.

« Je vis sous l'autorité d'Israël », a expliqué Abou Feras, un Palestinien qui vit le long de la route des fidèles, qui mène de Kiryat Arba, la grande colonie située à la périphérie d'Hébron, à la petite colonie située au cœur de la ville. « J'attends des Israéliens qu'ils me protègent, qu'ils protègent ma terre, mes enfants. Ils ont une responsabilité envers moi, en tant qu'occupants », a souligné l'homme, qui a eu peur de s'exprimer sous son vrai nom.

« Si la police [israélienne] leur tombe dessus, les colons vont arrêter », a-t-il expliqué, se faisant l'écho de l'opinion des défenseurs des droits humains, comme Issa Omer, de B'tselem, une association israélienne de défense des droits humains.

Recueillir des preuves

Les Palestiniens se plaignent d'être les cibles de jets de pierres de la part des habitants de la colonie voisine de Kiryat Arba. B'tselem dirige un programme baptisé « Shooting Back » (Riposter), dans le cadre duquel l'association a distribué des appareils photos aux Palestiniens dans certaines régions comme Hébron ou la périphérie de Naplouse, où la violence est monnaie courante.

Elle espère ainsi recueillir autant de preuves que possible pour prouver le bien-fondé des déclarations des Palestiniens, et mieux assurer leur sécurité.

Micky Rosenfeld, porte-parole de la police, a déclaré à IRIN que les représentants des forces de l'ordre faisaient tout leur possible pour mettre fin à ces violences. Selon lui, les officiers de police ont enquêté sur les déclarations des deux camps, les colons s'étant également plaints que des individus avaient jeté des pierres sur leurs voitures, sur les routes de la région d'Hébron.

Malgré tout, les efforts de la police n'ont pas permis d'enrayer l'escalade récente des violences qui ont touché les travailleurs humanitaires, les diplomates, les enfants, les personnes âgées, les mosquées et les cérémonies de mariage, selon les habitants et les observateurs internationaux.

« D'abord, cinq colons sont arrivés », a raconté Fadi, qui a été agressé alors qu'il assistait à une cérémonie de mariage, un vendredi soir. « Puis, d'autres sont arrivés, armés de fusils. Ils nous ont frappés ».

Si les Palestiniens ont finalement réussi à s'unir pour chasser la bande de la cérémonie, ils en ont littéralement payé le prix.

« Dimanche, nous sommes allés voir la police pour nous plaindre. Apparemment, les colons ont alors, eux aussi, porté plainte contre nous, et la police nous a donné une amende de 2 000 shekels », a-t-il raconté. Cette somme équivalait à plus de 500 dollars, plus que ce que Fadi gagne en un mois.

À l'heure où les colons continuent à tenter d'occuper une partie toujours plus vaste du territoire palestinien (dans certains cas, par la force, dans d'autres, avec le soutien juridique des autorités israéliennes), il est peu probable que ces problèmes se résolvent, a estimé un habitant.

« Cet endroit est une poudrière qui ne demande qu'à exploser ; vous verrez ».

2 septembre

IRIN

<http://www.france-palestine.org/article9236.html>

8-3 « Est-il permis de critiquer Israël ? ».

Début juillet 2008, la 17ème chambre du tribunal correctionnel de Paris condamnait monsieur Casanova et le directeur de publication de « Balkans Info », monsieur Louis Delmas, pour diffamation à mon égard. Ces derniers n'ayant pas fait appel, leur condamnation est définitive, c'est l'épilogue d'une bien étrange affaire. Fin 2005, un responsable du CRIF me prévient qu'il pense qu'une étrange affaire se prépare contre moi. Il a été informé que le mensuel « Balkans Info », avait publié un article selon lequel j'aurais tenu de graves propos antisémites.

Il me précise qu'il est loin de partager toutes mes opinions sur le Proche-Orient ou sur les questions internationales, mais que ces divergences relèvent du débat d'idées et qu'il est révolté par les méthodes employées contre moi. La publication *Balkans info*, comme son nom l'indique, n'est pas consacrée normalement aux questions proche-orientales.

A ma grande surprise, après m'être procuré l'exemplaire de décembre 2005, je lis en effet dans ce mensuel, que j'aurais tenu des propos violemment antisémites lors du dîner de gala ayant lieu au Rendez-vous de l'histoire de Blois, d'octobre 2005. Un court article, signé par Jean-Christophe Casanova, que je ne connaissais pas, affirme : « *Mais le plus surprenant a été que l'un des convives, un plumeur gauchiste altermondialiste, a tenu des propos antisémites qui, s'ils avaient été proférés par Golnish ou Le Pen, auraient provoqué colère et indignation. Qu'on en juge : "Y'en a que pour les juifs : même ici, à ce salon, la moitié des auteurs sont juifs, la plupart des conférenciers le sont : y'en a marre des juifs, ça fait soixante ans qu'ils nous emm...avec la Shoah ! Ils tiennent tous les leviers de commandes, ce sont eux qui ont organisé la guerre d'Irak en 2003, afin d'instaurer le grand Israël". L'auditoire a été abasourdi et scandalisé. L'individu s'est identifié : il s'agit de Pascal BONIFACE, auteur du livre intitulé « Est-il permis de critiquer Israël ? ». Il a été pris à partie par l'une des hôtes, a semblé se calmer puis a récidivé : "C'est un scandale, on ne peut plus dire un mot contre les juifs ! Ces gens-là instrumentalisent l'histoire de leur persécution pour justifier le grand Israël et nous interdire de critiquer ce pays !" ».*

Autant dire que si cet article contenait une once de vérité, au vu de la sensibilité de la presse sur les questions d'antisémitisme, et du nombre de personnalités assistant au dîner de gala des Rendez-vous de l'histoire de Blois, l'affaire aurait eu un traitement médiatique qui dépasse largement les seules colonnes de *Balkans info*.

L'auteur de l'article semblait dérangé

J'ai donc décidé de déposer une plainte. Quelle ne fut notre surprise avec mon avocat, maître Jean-Yves Halimi, le jour du procès, de voir arriver l'auteur de l'article incriminé, Monsieur Jean-Christophe Casanova, pour le moins agité. Son accoutrement pouvait surprendre, et en tous les cas laissait à penser qu'il n'aurait pas pu être invité au dîner annuel. Le directeur de la publication de *Balkans info* affirmait que Monsieur Casanova était un contributeur régulier de sa revue, qu'il avait généralement des articles bien documentés et que c'est pour cela qu'il avait publié celui-ci sans au préalable me contacter pour avoir confirmation ou infirmation du fait que j'aurais tenu de tels propos. En fait, monsieur Casanova avait rédigé déjà trois autres articles pour *Balkans info*, dont deux concernaient des salons du Livre organisés par le B'nai B'rith.

Le comportement de Monsieur Casanova était tel que le Procureur général demanda, avant que le tribunal ne puisse statuer, que soit réalisé une expertise psychiatrique de ce dernier. Le tribunal accéda à sa demande dans un jugement du 12 octobre 2007, demandant à un expert de déterminer si « *l'examen du sujet relève, chez lui, des anomalies mentales psychiques* ». Toute personne qui a vu Monsieur Casanova aura compris que s'il avait été invité au dîner, il ne serait pas passé inaperçu au vu de son comportement. Et que manifestement, il a été « instrumentalisé » pour écrire l'article en question. On peut penser que la manœuvre consiste à diffuser cette diffamation dans une lettre spécialisée et peu distribuée (sauf sur abonnement, à 700 exemplaires). Passé le délai de trois mois au cours duquel on peut saisir la justice pour procédure en diffamation, la nouvelle aurait pu être diffusée et reprise sans risque judiciaire. Il aurait été intéressant de savoir quel est l'inspirateur de Monsieur Casanova dans cette affaire. Je remercie en tous les cas le responsable du CRIF, qui a empêché cette petite machination.

Etrange raisonnement de Maître Gilles-William Goldnadel

L'avocat de *Balkans info* est maître Gilles-William Goldnadel qui, dans ses conclusions, a développé, au cours du procès, une argumentation que l'on peut qualifier d'intéressante, eu égard au débat sur l'antisémitisme en France qu'il alimente par d'incessantes procédures judiciaires systématiquement vouées à l'échec. Bien-sûr, Monsieur Casanova n'a pas pu produire une seule attestation confirmant ses accusations. J'ai, pour ma part,

fourni deux attestations de personnes qui étaient à ma table lors du dîner et qui, bien sûr, n'avaient pas entendu de moi-même ou d'un autre tout propos de ce type. Maître Gilles-William Goldnadel estime que, cela ne prouve rien, du fait de l'importance du nombre des convives présents. Cela montre que, pour Monsieur Goldnadel, en matière d'antisémitisme, il n'y a pas une présomption d'innocence, mais une présomption de culpabilité.

Par ailleurs, selon lui : « Pour apprécier la véracité et l'objectivité des allégations incriminées, il convient de préciser que Monsieur Boniface est l'auteur d'un livre intitulé Est-il permis de critiquer Israël ? »

Mais plus grave encore, il semble que, pour maître Goldnadel, l'antisémitisme ne soit pas un délit mais une opinion. En effet, il écrit dans ses conclusions qu'« il n'est pas inutile de préciser que l'article incriminé fait en réalité état d'un débat d'idées et d'opinions politiques constituant des polémiques qui, au sens de la jurisprudence constante lorsque elle porte sur une doctrine d'un parti politique, ne sont pas constitutives de diffamation. Aussi, le fait de rapporter qu'une personne a tenu de tels propos ne peut constituer une diffamation ».

Raisonnement sidérant ! Si les mots ont un sens, cela veut dire, pour Maître Goldnadel, que l'antisémitisme n'est pas un délit, mais une opinion, puisque l'accusation d'antisémitisme ressort, selon lui, du débat d'idées et d'opinions, et non de la diffamation.

<http://www.bakchich.info/article4914.html>

9 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

9-1 Bruce Wilson : Dans l'église de Sarah Palin: « Le terrorisme anti-israélien est une punition de Dieu.

Les délires des évangélistes continuent.

Cette fois dans l'église même de Sarah Palin, co-listière de John McCain. C'est ce que rapporte ce blogueur bien connu des médias américains. Décidément, cette candidate à la vice-présidence des Etats-Unis (quand même) a des fréquentations inquiétantes, voire terrifiantes, comme ces « juifs pour Jésus ». De quoi refroidir les juifs américains qui envisagent de voter McCain, ajoute Bruce Wilson.

Il y a bien des explications pour rendre compte du conflit israélo-palestinien, les meilleures reconnaissant la responsabilité des deux parties. Mais celle fournie par David Brickner au terrorisme palestinien (le 17 août dernier) dans la Wasilla Bible Church, peut-être en présence de Sarah Palin, colistière républicaine de John McCain (selon une information, elle y était), avait recours, non à la raison ou à la logique, mais à la théologie ou, si l'on préfère, à la magie.

On peut considérer cette explication de Brickner comme clairement offensante : l'idée que des hommes, des femmes et des enfants aient été brûlés, réduits en lambeaux et transformés en chair sanguinolente à cause d'une décision théologique prise par de lointains ancêtres, paraît constituer une gifle dans la figure des valeurs des Lumières et de l'éthique américaine selon laquelle nous entrons dans la vie avec une ardoise à zéro, nous pouvons faire ce que nous voulons de notre vie ou la réinventer. La théorie du « kamikaze divin » de Brickner ressemble comme une sœur au « Dieu a envoyé Hitler » de John Hagee. Un schéma religieux où Dieu est un agent immobilier qui re-lie les juifs à Israël à travers l'antisémitisme, la persécution, les pogroms et la Shoah [1] Les juifs, nous apprend Brickner, sont irrémédiablement rebelles et donc maudits. Il est possible que cette révélation mette un peu de sel sur les plaies de juifs américains déjà meurtris, ou qu'elle accentue leur méfiance à l'égard de John McCain, des républicains, du sionisme chrétien et de la droite chrétienne américaine en général (que ce soit justifié ou non). D'autant que, dans son sermon, Brickner s'étend longuement sur les efforts des « juifs pour Jésus » pour promouvoir son type de fondamentalisme chrétien à l'intérieur d'Israël. A vrai dire et sans excès de langage, le prosélytisme chrétien en Israël n'a pas très bonne presse.

Il y a des questions sur cet événement dont on espère qu'elles recevront des réponses. Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska, était-elle présente dans la Wasilla Bible Church au moment où l'actuel chef des juifs pour Jésus, David Brickner, affirmait que les morts horribles et les mutilations d'Israéliens victimes d'attentats suicides palestiniens étaient de la responsabilité des victimes elles-mêmes, à cause du refus collectif des juifs d'accepter Jésus en masse, en tant que peuple ?

L'introduction du pasteur Larry Kroon au sermon de David Brickner peut, lui aussi, susciter quelques interrogations, car quand il raconte que c'est une rencontre avec les juifs pour Jésus, dans les années 70, qui l'a pour la première fois attiré vers le christianisme, ses opinions pourraient paraître assez extrêmes. Sarah Palin n'a-t-elle rien remarqué ? Ou bien pense-t-elle aussi que l'héritage juif est frappé d'une malédiction ancestrale ?

Ce genre de révélations, sous la forme de théories chrétiennes fondamentalistes adoptées par une église que Sarah Palin a fréquentée pendant un an ou deux, continuera probablement pendant quelque temps, car elle a fréquenté deux autres églises à Wasilla et une autre à Juneau (Alaska). Pour le moment, ni les médias traditionnels ni les blogueurs n'ont pu cerner exactement quelles étaient les opinions théologiques défendues

dans les quatre églises que Sarah Palin a fréquentées (Wasilla Assemblies of God, Juneau Christian Center, Church on The Rock et Wasilla Bible Church).

L'une de ces églises mérite néanmoins un examen plus attentif que les autres : Sarah Palin a été rebaptisée, à l'âge de 12 ans, à la Wasilla Assemblies of God, et elle a fréquenté cette église pendant au moins 25 ans avant d'en fréquenter trois autres, toutes ensemble. Mercredi matin, la page web qui héberge les archives des sermons de la Wasilla Assemblies of God avait disparu, remplacée par une page web statique qui expliquait que le problème venait d'une surcharge du serveur. C'est peut-être vrai, mais si c'est le cas, la Wasilla Assemblies of God, qui dispose d'un site web extrêmement moderne et aux technologies sophistiquées, avec une grosse bande passante, ne semble pas pressée de rétablir l'accès aux sermons de l'église archivés sur le site, audio et vidéo. Cela suggère une possible inquiétude, soit du QG de campagne de McCain, soit de l'église, soit des deux, à l'idée que les médias s'y intéressent.

Etrangement, la campagne de McCain semble incapable d'éviter ces « catastrophes religieuses » : en 2005, le prêcheur texan John Hagee, l'un des soutiens de John McCain et un important relais auprès des électeurs évangélistes, avait déclaré lors d'un sermon (diffusé en mai 2008) qu'Hitler et les Nazis avaient été envoyés par Dieu pour chasser les juifs d'Europe jusqu'en Palestine car, affirmait Hagee, *"la priorité suprême de Dieu est de faire retourner le peuple juif sur la terre d'Israël. Dieu a envoyé un chasseur ... Hitler était un chasseur."* 48 heures après la diffusion de la vidéo, McCain renonçait au soutien politique d'Hagee (voir la note 1 en bas de page qui renvoie à l'un de nos articles traitant de cette affaire).

Maintenant, nous retrouvons les mêmes idées émises dans une église fréquentée par Sarah Palin.

L'affirmation théologique avancée par David Brickner dans son sermon ressemble beaucoup à celle d'Hagee, même si elle moins choquante, peut-être parce que Brickner n'a pas parlé d'Hitler ni affirmé qu'Hitler était un envoyé de Dieu.

Reste que Brickner a suggéré que « les juifs » sont punis collectivement, dans le cadre d'une malédiction trans-générationnelle qui court depuis deux millénaires, pour avoir rejeté Jésus. De surcroît, si « les juifs » sont maudits, alors, si l'on suit Brickner, la judaïté reviendrait à une sorte de souillure spirituelle. Mais quid des enfants de couples mixtes, « demi-juifs » ? Hériteraient-ils d'une demi-malédiction ? Ou des gens qui ont un grand parent juif, les « quarts-de-juifs » ? Hériteraient-ils du quart de la malédiction ?

Hitler et les Nazis avaient défini les juifs comme ayant 3 grands-parents juifs, alors qu'en avoir 1 ou 2 conférerait un statut « mixte ». Mais avec la « Loi de citoyenneté du Reich » du 15 septembre 1935, les juifs, même citoyens allemands, n'ayant qu'un seul grand parent juif étaient dépouillés de leurs droits fondamentaux de citoyens. La « judaïté » était déterminée sur la base de registres paroissiaux allemands méticuleusement conservés, remontant à plusieurs siècles. Du temps du 3e Reich, le seul document que tous les Allemands devaient avoir sur eux en toute circonstance était une déclaration de leur pasteur attestant de leur héritage racial sur la base de ces registres paroissiaux.

Une fois encore, le sénateur John McCain a fait une bourde en se laissant associer à des opinions antisémites d'une partie de la droite chrétienne américaine (qui est loin d'être uniformément antisémite) et choisi de s'associer à une gouverneure dont la dernière église affirme que les juifs sont punis collectivement (et déchetés par des assassins envoyés de Dieu) pour leur entêtement. Cela ne signifie pas, bien entendu, que McCain partage ces opinions, mais cela remet en question son jugement, et il y a plein d'affaires en cours sur Sarah Palin qui ne concernent pas le comportement de ses enfants [2].

Bien sûr, les opinions antisémites n'ont rien de nouveau aux Etats-Unis. Il est probable que plusieurs millions d'Américains fondamentalistes partagent les idées de David Brickner, qui s'exprimait à l'invitation expresse de Larry Kroon, pasteur en chef de la Wasilla Bible Church. De même, le pasteur John Hagee, ancien soutien de McCain (et soutenu par McCain), a les mêmes idées, à savoir que les juifs sont collectivement atteints d'une souillure, théologique ou spirituelle, et ses croyances sont diffusées dans le monde entier.

Le fameux sermon de John Hagee de 2005 sur « Dieu a envoyé Hitler » a circulé sur de gros réseaux de diffusion et a touché plusieurs dizaines de millions de foyers. Son impact estimé en 2008 est d'une centaine de millions de foyers, ce qui revient à dire que le sermon de David Brickner du 17 août 2008 à la Wasilla Bible Church, accessible en podcast depuis le site web de l'église mais non actif, comparé à la force thermonucléaire des vociférations antisémites du pasteur Hagee, n'était qu'un simple murmure. Sauf que la gouverneure de l'Alaska (à un battement de cœur de la présidence des Etats-Unis en cas de victoire de John McCain) était peut-être présente.

Les juifs n'ont pas l'exclusivité des condamnations du pasteur Larry Kroon. Le 22 juin 2008, dans un sermon intitulé « La colère vengeresse du Seigneur », Kroon avertissait, en baissant la voix jusqu'à sonner comme un murmure sinistre, que Dieu allait châtier l'Amérique pour ce que Kroon définissait comme une immoralité croissante.

Ces allégations sur une supposée immoralité croissante sont un refrain récurrent de la part de la droite chrétienne américaine, mais elles tendent à voler en éclats à l'épreuve des faits, au moins ces dernières années. Qu'est ce que « l'immoralité » ? Depuis plus d'une décennie, les chiffres américains sur les meurtres, les crimes avec violences, les divorces, les grossesses chez les adolescentes et les viols ont tendance à baisser régulièrement, depuis la fin des années 80 / début des années 90 jusqu'au milieu de la décennie actuelle. Aujourd'hui, avec la récession économique, il se peut que les chiffres augmentent (les difficultés économiques ont tendance à alimenter certains types de crimes), mais les descriptions des Etats-Unis comme une sorte de « cloaque moral » paraissent largement exagérées. La question qui s'impose est : Sarah Palin pense-t-elle que l'Amérique est en chute libre morale et que l'attendent la colère et le châtement divins ?

"Dieu maudisse l'Amérique", avait déclaré Jeremiah Wright, ex-pasteur de Barack Obama, mais Obama ne paraît pas partager ces sentiments. Mais il nous faut poser la question : et Sarah Palin ? La possibilité d'un pays gouverné par un président américain (au cas où McCain serait élu et décéderait au cours de son mandat) qui pense que Dieu va bientôt frapper les Etats-Unis collectivement, ou qui pense que le conflit israélo-palestinien est dû au fait que les juifs n'ont pas adopté le christianisme, paraît une perspective bien sombre. Les médias traditionnels s'en feront-ils l'écho ? Les porte-parole des chrétiens conservateurs et du Parti républicain vont-ils condamner le sermon de Brickner ? Je ne suis pas très optimiste, mais il est possible que les juifs américains et les Israéliens qui vivent aux Etats-Unis le fassent. Ce serait un bon début.

[1] Sur l'affaire Hagee, voir [John McCain, Joe Lieberman et leurs amis évangélistes](#)

[2] Pour ceux qui ne suivent pas la campagne américaine, allusion au fait que, peu avant la Convention du Parti républicain qui allait introniser le « ticket » McCain-Palin, on a appris que la fille de 17 ans de cette farouche combattante anti-avortement était enceinte.

[Bruce Wilson

NdT

Talk To Action, 3 septembre 2008

Diffusé par Balanced Middle East News

Sur le site de Talk To Action